

Deuil national au Burundi qui se maintient dans l'Amisom

RFI, 18/09/2009 Le double attentat à la voiture piégée, revendiqué jeudi à Mogadiscio, par les islamistes shebab a tué vingt et une personnes, dont dix-sept soldats de la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom) : quatre Somaliens, cinq Ougandais et douze Burundais, selon le représentant de l'UA en Somalie, le Burundais, Nicolas Bwakira. L'attaque a fait au moins quarante blessés, dont vingt-neuf ont été évacués par avion vers Nairobi, à partir de Bakwira. Le numéro deux de l'Amisom, le général burundais Juvénal Niyonguruza, ainsi qu'un autre officier supérieur burundais, lieutenant-colonel et commandant de bataillon, figurent parmi les tués. Le gouvernement du Burundi a décrété vendredi un deuil national de cinq jours, affirmant sa détermination à « soutenir la paix » dans en Somalie. Les autorités burundaises affirment leur intention de maintenir les contingents. Mais la volonté politique ne fait peut-être pas l'unanimité surtout auprès des familles de victimes. A Bujumbura, la population est sous le choc après ce nouveau coup qui frappe les soldats burundais déployés en Somalie. Chez certains, c'est la tristesse qui domine, chez d'autres une sorte de fatalisme. « On s'attendait de toute façon, explique un jeune fonctionnaire burundais, en rappelant que : « même l'armée américaine a été obligée de quitter précipitamment ce pays devant la détermination des S ». Toutefois, la détermination du gouvernement burundais reste intacte. « Je ne pense pas que le Burundi retire ses militaires parce que, d'abord ils ont répondu à un appel de la communauté internationale, principalement de l'Union africaine. Et comme le Burundi a bénéficié de la confiance de la part de cette même communauté, au moment où le Burundi se trouvait dans les moments les plus durs, nous pensons que c'est le moment de rendre la monnaie à la communauté internationale, parce que si on nous avait laissés tomber, nous pensons que le Burundi serait pire que la Somalie. Donc, je ne pense pas que dans l'immédiat, le Burundi puisse penser à retirer ses troupes », a précisé Nzobonariba, porte-parole du gouvernement burundais. Même si cela coûte des vies humaines « Il n'y a pas d'opérations sans risque. Mais l'essentiel, c'est de protéger au maximum, les troupes qui sont là, et que les Nations et l'Union africaine augmentent les moyens de défense et de protection pour ses contingents. Mais il est hors de question de laisser la place libre à ceux qui veulent faire de la Somalie, un champ de désolation », poursuit le porte-parole du gouvernement. Par ailleurs les autorités burundaises ont qualifié cet attentat « d'acte ignoble et lâche qui ne cherche qu'à décourager les forces envoyées en Somalie pour soutenir le processus de retour de la paix ». Bujumbura ratifie donc son engagement en Somalie et invite les soldats burundais déployés au sein de l'Amisom à ne pas céder au découragement, après avoir déclaré cinq jours de deuil national. Malgré ce discours de fermeté, le consensus national autour de la présence burundaise en Somalie semble fissuré. Plusieurs partis d'opposition ont appelé d'ailleurs hier soir au retrait immédiat et sans conditions des contingents burundais, en estimant que la communauté internationale ne les a pas dotés de moyens suffisants et surtout d'un mandat qui leur permette de faire face aux aléas de cette mission, plutôt périlleuse.